

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 106.428 du 7 mai 2002

A. 109.929/XI-15.459

En cause : **S.A. CENTER JEUX AUTOMATIQUES,**
ayant élu domicile chez
Me F. FINK, avocat,
boulevard A. Reyers 47
1030 Bruxelles,

contre :

1. **l'Etat belge**, représenté par
le Ministre de la Justice,
2. **la Commission des Jeux de Hasard,**
ayant tous deux élu domicile chez
Me F. FAUCONNIER, avocat,
rue T' Serclaes de Tilly 51
6061 Montignies-sur-Sambre,

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA XI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 septembre 2001 par la S.A. CENTER JEUX AUTOMATIQUES qui demande l'annulation de la décision de la Commission des jeux de hasard refusant de lui délivrer une licence pour l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II situé à Arlon, prise le 27 juin 2001 et notifiée le 10 juillet 2001;

Vu la demande introduite le même jour par la même requérante qui sollicite la suspension de l'exécution de la même décision;

Vu le dossier administratif;

Vu le rapport de M. THIBAUT, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 93 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat;

Vu la notification aux parties du rapport et de l'ordonnance du 22 mars 2002, les convoquant à comparaître le 24 avril 2002;

Entendu, en son rapport, M. VANHAEVERBEEK, conseiller d'Etat, président de chambre f.f.;

Entendu, en leurs observations, Me F. FINK, avocat, comparaisant pour la partie requérante et Me F. FAUCONNIER, avocat, comparaisant pour les parties adverses;

Entendu, en son avis conforme, M. HENSENNE, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'acte attaqué a été retiré par une décision de la Commission des jeux de hasard du 11 septembre 2001; que cette circonstance prive le recours de son objet et justifie que les dépens soient mis à charge de l'Etat belge;

Considérant qu'il y lieu d'appliquer l'article 93 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il n'y a plus lieu de statuer sur la requête en annulation et sur la demande de suspension.

Article 2.

Les dépens, liquidés à 173,53 euros, sont mis à charge de l'Etat belge.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XI^e chambre, le sept
mai deux mille deux par :

M. VANHAEVERBEEK	président de chambre f.f.,
Mme VAN HOVE,	greffier.

Le Greffier,	Le Président f.f.,
--------------	--------------------

F. VAN HOVE.	J. VANHAEVERBEEK.
--------------	-------------------